



*Communiqué de presse : conférence et présentation du livre*

**« L'Europe de l'austérité » est en faillite sociale et politique :  
le temps est venu pour de vraies alternatives**

## **Bilan social de l'Union européenne 2012**

« *Allemands, réveillez-vous. Cessez d'équilibrer votre budget et dépensez plus.* », a lancé Paul De Grauwe (London School of Economics) à propos de l'austérité paradoxale actuellement imposée par l'UE, lors d'une conférence tenue au Comité économique et social européen devant un public nombreux.

Près de 130 chercheurs, décideurs politiques et représentants de groupes d'intérêt y étaient présents pour le lancement officiel du *Bilan social de l'Union européenne 2012*. Cette quatorzième édition est toujours publiée conjointement par l'Observatoire social européen (OSE) et l'Institut syndical européen (ETUI). **Philippe Courard** (Secrétaire d'État belge aux Affaires sociales), **Laurence Weerts** (Cabinet du Commissaire László Andor), **Philippe Pochet** (ETUI) et **David Natali** (OSE) ont proposé leurs points de vue sur les risques politiques et sociaux encourus par la zone euro, ainsi que sur les outils restant à disposition pour approfondir la dimension sociale de l'UE. Pour obtenir plus d'informations à propos de la conférence : <http://www.ose.be/FR/agenda.htm>

Tant lors de la conférence que dans le livre, le *Bilan social de l'Union européenne* propose trois **options pour dessiner une voie de sortie de crise**. S'appuyant sur les critiques grandissantes que suscite l'austérité, en particulier de la part d'organisations internationales telles que l'OIT et le FMI, les auteurs proposent une série de mesures nouvelles :

- La première requiert que les pays du Nord adoptent des politiques budgétaires axées sur la croissance afin d'augmenter la demande agrégée et, dès lors, d'aider les pays les plus durement frappés par la récession à enfin sortir de la crise. C'est le point sur lequel insiste Paul De Grauwe (London of School of Economics) dans un texte déterminant.
- Il est ensuite nécessaire que l'UE se dote d'un projet plus ambitieux d'amélioration de sa boîte à outils politiques (par exemple, une utilisation plus efficace des fonds structurels ou encore un renforcement de la coordination des décisions nationales), et s'attaque aux tensions profondes qui sont au cœur de la Grande récession, via des régulations plus adéquates des marchés financiers et du secteur bancaire.
- Troisièmement, les décideurs politiques de l'UE devraient réagir au manque de confiance dans les institutions européennes et aux critiques croissantes qu'elles suscitent. Cet enjeu se suscite au centre de la crise de l'UE : si l'approfondissement politique est nécessaire, aucun dirigeant ne semble disposer du capital – voire du courage – politique pour convaincre l'opinion publique d'adopter une vision plus solidaire de l'intégration et de confier plus de pouvoirs à Bruxelles.

L'UE a un besoin urgent d'une **stratégie cohérente de sortie de la récession** en même temps que d'une méthode de traitement des questions politiques fondamentales concernant l'avenir du processus d'intégration. Pour le premier aspect (la relance de la croissance économique ET du progrès social), il est nécessaire que l'UE prenne des mesures plus efficaces de réduction du chômage (en particulier des jeunes) ainsi que des risques d'exclusion et de pauvreté, tout en améliorant le potentiel de croissance. Quant au second (la relance du projet politique européen), l'aggravation des tensions entre États membres réduit les possibilités de solidarité. Ce sont dès lors des risques tant économiques et financiers qui menacent l'UE.

L'édition 2012 du *Bilan social de l'Union européenne* analyse des problèmes et défis qui demeurent pendents. Au cœur du débat, figurent des risques préexistants (*double dip* et prolongation de la récession dans de nombreux États membres) et des questions inédites relatives à la stratégie de l'UE (approfondissement de la **fracture territoriale entre l'Europe du Nord et du Sud**, absence d'amélioration notable en termes d'investissements propices à la croissance – enseignement, politiques actives du marché de l'emploi... –, et mécontentement grandissant de l'opinion publique).

Les **mutations de la crise de l'UE et des tentatives de résolution de ses causes principales** ont marqué l'année 2012. Tandis que les institutions européennes approfondissaient les réformes en matière de gouvernance économique dans le respect du dogme de l'austérité, se poursuivaient les débats politiques et institutionnels sur la légitimité démocratique et l'inefficacité de l'UE. Dans un tel contexte, ce qui a caractérisé la « dimension sociale » de l'Europe, c'est encore et toujours sa faiblesse (peu d'avancées en matière de croissance plus durable) ainsi que quelques tentatives à peine visibles de « redynamisation » de cette dimension, via la relance de la Méthode ouverte de coordination dans son volet social. Bien plus reste néanmoins à faire pour sauver l'Union européenne.

Vous trouverez un résumé exécutif du livre ci-dessous. La table des matières du livre est disponible ici :

(FR) [http://www.ose.be/files/bilan2012/Flyer\\_Book\\_Bilan2012\\_FR.pdf](http://www.ose.be/files/bilan2012/Flyer_Book_Bilan2012_FR.pdf)

(ENG) [http://www.ose.be/files/bilan2012/Flyer\\_Book\\_Bilan2012\\_EN.pdf](http://www.ose.be/files/bilan2012/Flyer_Book_Bilan2012_EN.pdf)

**Contact :**

Bart Vanhercke [vanhercke@ose.be](mailto:vanhercke@ose.be) + 32 (0)475 55 10 20

Françoise Verri [verri@ose.be](mailto:verri@ose.be) + 32 (0)475 58 02 71